

Le peuple québécois est convoqué au rendez-vous de l'indépendance Sans un réveil Solidaire il sera coincé entre trahison et néofascisme

Tant le PQ avec ses livres bleus que les Libéraux provinciaux, et même fédéraux avec leur discours des Plaines d'Abraham devenu in extremis celui de la Citadelle, font tout pour que l'épine dorsale de la prochaine élection québécoise l'automne prochain soit l'accès à l'indépendance. En rajoutent les déboires de la troisième voie qui sombre avec la CAQ. Québec solidaire, l'autre parti indépendantiste, une fois qu'il ait [affirmé que contrairement au PQ](#) veut « *un pays qui est écologiste, un pays qui reconnaît la souveraineté des peuples autochtones. Un pays qui est inclusif, accueillant envers tout le monde* ». Mais il abandonne tout l'espace médiatique au PQ et aux fédéralistes en restant coi sur le sujet à quelques interventions Facebook près mais hors conjoncture.

Les Solidaires en danger faustien de devenir le pot de terre du pot de fer péquiste

Taper sur le clou de la hausse du coût de la vie sans démontrer que l'indépendance faciliterait cette lutte (et sans articulation avec la lutte climatique) suggère que cet enjeu se résout dans le cadre du statu quo. La pauvreté si ce n'est [le ridicule des revendications mises de l'avant](#) en témoignent. Idem en ce qui concerne les rares interventions écologiques. Le discours Solidaire a dressé une muraille de Chine entre son aspect largement dominant mais déficient de défense des travailleuses et travailleurs, et son aspect dominé de promotion de l'indépendance. À ce rythme-là Québec solidaire se positionne sur la défensive comme second violon du PQ tant que l'indépendance s'affirme comme l'enjeu de l'urne. Ainsi coincé, lors de la campagne électorale Québec solidaire est voué à être le pot de terre de l'alliance avec le pot de fer péquiste. On sait ce qu'il advint du premier !

Le PQ mettra les Solidaires au pied du mur de s'embarquer avec lui dans une alliance indépendantiste quelque soit son contenu socio-économique. Ce contenu, étant donné le rapport de forces, sera par défaut celui du PQ soit néolibéral, identitaire et pro-étatsunien. La parade d'invoquer une alliance de la société civile pour noyer le PQ, invoquée par le porte-parole homme Solidaire, fait fi de la réalité trébuchante de sa direction politique. C'est en fait une forme de capitulation. Ce sera un choix faustien, face tu trahis la nation, pile tu t'alignes avec la tendance mondiale néofascisante. La seule façon d'éviter ce piège est de prendre l'initiative. Il

est plus que temps, à peine plus de six mois de l'officielle campagne électorale, de prendre le taureau par les cornes à la manière de la tactique électorale Mamdani peu importe son cul-de-sac stratégique d'aile gauche Démocrate.

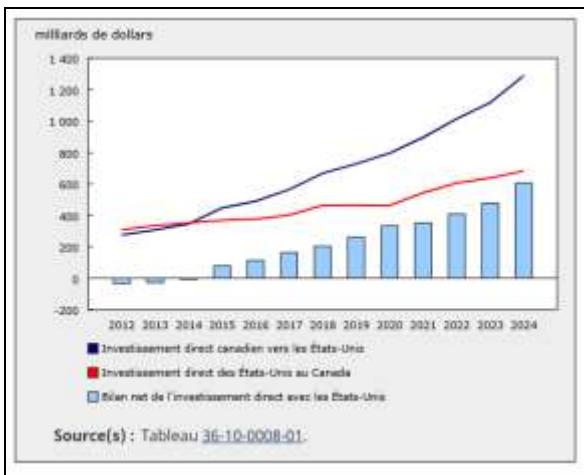
Il n'y a rien ni de magique ni d'un casse-tête à tricoter dans une même trame les enjeux social, national et écologique. Pour faire concret, prenons l'exemple de la crise du logement qui est aussi un aspect crucial de la crise du coût de la vie. Pour une population légèrement inférieure à celle du Québec, l'équipe Mamdani s'est engagée à « *[tripler] la production de la ville en matière de logements abordables à perpétuité, construits par des syndicats et à loyer régulé – en construisant 200 000 nouvelles unités au cours des 10 prochaines années.* » Serait-il sorcier pour Québec solidaire de s'engager pour la période de son mandat à construire 100 000 logements sociaux, publics et coopératifs, à la fine pointe de la technologie écoénergétique, doté de toits verts et/ou de panneaux solaires de sorte que ces logis aient une consommation énergétique (quasi-)nulle ? À gauche, n'est-on pas d'avis que le logement est un droit et non une marchandise et que la crise climatique est la priorité des priorités ?

Le fédéral et le PQ à sa suite sacrifient le droit au logement à la doctrine «Donroe»

La politique fédérale, qui est aussi celle de la nationaliste-identitaire CAQ et qui serait celle du soi-disant indépendantiste-identitaire PQ ne prend pas cette direction mais celle d'une mince couche de logements à majorité « abordables » liés au marché et non à la capacité de payer, soit une goutte d'eau pour étancher la soif de logements populaires. Ce parent pauvre de la politique générale fédérale est sacrifié à ses priorités extractivistes, tant fossile que minière pour le tout-électrique, et celles militaires, pour s'aligner sur les desiderata du trumpisme. Ne nous méprenons pas sur la diversion des idéologues fédéralistes qui, pour maintenir la fiction de la résurgence du nationalisme canadien, font croire que ces politiques visent l'indépendance économique du Canada et à contrer la menace étatsunienne du 51^e état dans le sillage de la menace de mainmise sur le Groenland.

Le patronat canadien, en exportant massivement ses capitaux aux ÉU depuis le début de la décennie 2010 (voir le graphique de Statistique Canada), tendance que renforcera le protectionnisme trumpien, se plie déjà à la doctrine « Donroe » abandonnant la production manufacturière pour se spécialiser comme pourvoyeur de matières premières et comme frontière Nord à renforcer militairement

l'Amérique trumpienne. Dans le stratégique secteur pétrolier et gazier, [la propriété canadienne est déjà entremêlée à celle étatsunienne](#) dont les investisseurs institutionnels qui paraissent dominer cette industrie au Canada. Ne reste plus que [la production automobile](#) et [l'avionnerie](#) comme majeurs secteurs manufacturiers mais fort menacés. Le cri du cœur de la bourgeoisie canadienne, par le discours de Davos de son Premier ministre, n'a comme but que de commercialement et diplomatiquement limiter les dégâts et d'embrumer l'opinion publique.



Les indépendantistes timoré-e-s se réfugient dans les bras du banquier vire-capot

Il ne manque pas d'indépendantistes québécois-e-s qui traumatisé-e-s par l'offensive trumpienne et conscient-e-s de la grande vulnérabilité du Canada sont prêt-e-s à s'en remettre armes et bagages au rassurant Premier ministre banquier, ex dirigeant non pas d'une mais de deux banques centrales (Grande-Bretagne et Canada) puis ex co-dirigeant du plus grand gestionnaires d'actifs du Canada (Brookfield Corporation) gérant un actif de 1000 milliards \$US. Comment ne pas se sentir entre bonnes mains avec ce super-banquier au pedigree impressionnant qui selon une journaliste économique de Mediapart est « [le premier des banquiers centraux et des régulateurs à souligner la sous-estimation systématique des risques posés par le changement climatique, et leurs répercussions sur l'ordre du monde](#) ».

Mais voilà que ce super-banquier soi-disant écologiste qui a contribué au lancement de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) lors de la COP26 à Glasgow en novembre 2021, alliance qui par la suite a laissé tomber ses engagements, vire complètement capot à titre de Premier ministre du Canada reniant même les faiblardes politiques climatiques de son prédécesseur :

Mark Carney décide de remettre les énergies fossiles au cœur de la stratégie économique canadienne, avec l'ambition de faire du pays une « superpuissance énergétique ». Il autorise, ainsi, un projet d'expansion du terminal de gaz naturel liquéfié de Kitimat, afin de doubler sa capacité annuelle d'exportation et signe un accord sur la construction d'un nouvel oléoduc qui pourrait acheminer, quotidiennement, un million de barils de pétrole, de l'Alberta vers la côte ouest.

Ce choix suscite une forte controverse, car il va à l'encontre des engagements pris par le Canada en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Réseau Action Climat lui décerne le prix satirique de « fossile du jour » à l'occasion de la Conférence de Belém de 2025 sur les changements climatiques — où Mark Carney ne s'est pas déplacé —, tandis que Steven Guilbeault démissionne du gouvernement.

Il décide, également, d'abroger la taxe carbone, suspend l'obligation pour les constructeurs automobiles d'atteindre 20 % de ventes de véhicules zéro émission à partir de 2026, et fait voter une loi qui accélère les projets d'« intérêt national », en contournant la législation sur la protection de l'environnement. D'autre part, le budget fédéral privilégie des mesures favorables au secteur pétrolier et gazier (subventions, crédits d'impôt...), au détriment de politiques de transition énergétique.

Une politique d'alliance ne se sacrifiant pas pour l'axe Calgary-Toronto pétrogazier

Les indépendantistes timoré-e-s opteraient pour le statu quo du Canada pétrolier et gazier soutenu plus que jamais par le capital financier et qui fonce tête baissée dans le gouffre de la terre-étuve. Leur argument ultime est que pour faire face à Trump il faut au moins un grand pays du G-7... qui ne fait pas le poids ni économiquement ni militairement face aux ÉU. D'un, la politique canadienne cherche d'abord à se conformer aux volontés des ÉU incluant sur le plan militaire y compris en ce qui concerne la hauteur du budget de la guerre. De deux, le Canada — c'est là la substantifique moelle du discours de Davos — mise sur une politique d'alliance tant pour faire face aux turbulences commerciales et à la volonté trumpienne de désindustrialiser le Canada que pour défendre ses frontières.

Une telle politique d'alliance, le Québec indépendant en serait parfaitement capable, y compris de s'allier au Canada dans la mesure de ses intérêts, et mieux encore en termes de politique climatique car il ne lui serait pas nécessaire de défendre becs et ongles le complexe auto-pétrole-gaz qui définit l'économie canadienne. Ne resterait plus, économiquement parlant, que de se libérer de

l'extractivisme minier du tout-électrique lequel en plus le force à importer une pléthore d'autos électriques. C'est cette dépendance vis-à-vis les ÉU trumpistes et le Canada chauvin que veut le PQ et à propos de laquelle Québec solidaire reste pour le moins ambigu.

La libération nationale pour contrer le trumpisme par une société du soin et du lien

Le peuple québécois a besoin de son indépendance pour choisir et construire cette société du soin et du lien en radicale décroissance matérielle. Pour aller au fond des choses, c'est moins une question économique qu'une politico-idéologique de libération nationale vis-à-vis le mépris chauvin ou condescendant du conquérant. Aller à contre-courant de la néofascisation du monde à la barbe du voisin trumpiste ne peut pas être le lot d'une nation soumise et prostrée s'enfermant dans la peur xénophobe et même raciste comme le propose le PQ. Ce serait au mieux une pseudo indépendance qui n'aurait rien à voir avec la libération nationale. Cette indépendance factice déboucherait sur un *p'tit Canada* avec un duplessiste *flag s'ul hood* masquant la crue réalité d'une Biélorussie marionnette des ÉU en retour de son soutien intéressé et exigeant.

À cet égard, Québec solidaire a raison de faire appel à une indépendance inclusive et en harmonie avec les nations autochtones. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. C'est certes un signal fort que la porte-parole femme du parti soit d'origine palestinienne comme ce l'était pour l'identité musulmane de Mamdani. Est-ce que ça se traduirait par une politique de frontières ouvertes laquelle pourrait signifier pour le prochain mandat l'accueil annuel égal à 1% de la population québécoise sans compter les personnes réfugiées, et certainement pas une politique de l'immigration à la PQ encore plus tatillonne et restrictive que celle de la CAQ ? Québec solidaire serait-il prêt à prôner une république fédérative partageant le territoire de la province canadienne du Québec avec les nations autochtones et inuit mêlant gouverne exclusive et co-gouvernement et dont la première étape pour le prochain mandat pourrait être la cogestion de la forêt y compris leur consentement libre et éclairé, c'est-à-dire leur droit de veto ?

Marc Bonhomme, 31 janvier 2026
www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca